

Biographie d'Abassi Madani

Abassi Madani est le fils d'un imam de Sidi Okba, près de Biskra. Il est né dans cette localité le 28 février 1931 et y a poursuivi des études de *zaouia* (école coranique traditionnelle), exclusivement coraniques. Il est admis à une medersa de l'association des Ulémas à l'âge de 10 ans et fréquente même un cours dans une école française, d'où il est exclu au bout de deux années.

Son expérience de la guerre et du militantisme nationaliste va peser lourdement sur sa trajectoire. Dès la fin de ses études secondaires, il rejoint le PPA-MTLD, puis l'O.S (l'Organisation Secrète) et enfin le CRUA (Comité Révolutionnaire pour l'Unité et l'Action). Il participe au déclenchement de la guerre d'indépendance mais sera aussitôt arrêté suite à une tentative de poser une bombe dans les locaux de Radio Alger. Il séjournera en prison pendant toute la période de la guerre et ne sortira qu'en 1962 pour devenir instituteur d'arabe.

Déçu par l'orientation « laïciste » et socialisante du régime qui n'instaure pas l'état islamique qu'il attendait, il s'engage dans l'activisme contestataire au sein de l'association *El Qiam*, d'où il dénonce les « déviations » du régime.

Il devient ensuite membre du FLN et élu de ce parti de 1969 à 1974. Il était chargé de superviser l'application de la réforme agraire, au moment où d'autres islamistes s'y opposaient justement.

Parallèlement à ses activités politiques et d'enseignement, il s'inscrit en licence de philosophie à l'université d'Alger en 1962 et y prépare une thèse de psychologie de l'éducation, dans laquelle il défend la supériorité d'un système éducatif enraciné dans l'islam. Il bénéficie dans ce cadre d'une bourse de l'état algérien qui lui permet de passer

plus de deux années à Londres de 1975 à 1978.

Il devient professeur de psychologie de l'éducation à Bouzaréah (université d'Alger) à son retour en Algérie.

Il fait la connaissance de Benhadj en 1980 et s'engage avec lui dans la prédication. Après bien des efforts pour corriger son allocution « universitaire », il change son costume en gandoura et réussit à se faire une place au sein d'une nébuleuse islamiste déjà encombrée par des prétendants plus connus que lui, à l'instar de Nahnah ou de cheikh Sahnoun. Il fait de la Fac centrale d'Alger son bastion : suite aux événements de 1982, il signe avec Sahnoun et Soltani la fameuse plateforme de revendication d'un état islamique.

Il fonde avec Benhadj le FIS en février 1989 et y déploie un remarquable sens politique qui le conduit à évincer de ses adversaires, à s'imposer à la tête de son parti et à conquérir les foules.

Fort de la réussite de l'insurrection du FIS, et après avoir exigé en vain que l'armée se retire dans les casernes, Abassi lance le 28 juin 1991 son premier appel au *djihad* (lutte armée). Son compère, Ali Benhadj, avait déjà appelé les policiers à « retourner leurs armes contre leurs supérieurs » et conseillé aux Algériens de stocker tout ce qui peut servir d'arme.

Tous les deux arrêtés le 30 juin suivant, ils furent condamnés à 12 ans de prison par la cour militaire de Blida, sans que cela ne produise une explosion populaire. Leurs conditions de détention vont aller en s'assouplissant. En 1993, ils sont visités par deux généraux du pouvoir, pour essayer d'obtenir d'eux une condamnation claire de la violence. Ils refusent net. Le Président Zéroual réédite la même

tentative une année plus tard, en les mettant en « résidence surveillée » et en leur donnant la possibilité de recevoir qui ils veulent. Non seulement les deux leaders refusent d'appeler leurs troupes à déposer les armes, mais Zéroual découvrent qu'ils encouragent secrètement la lutte armée, ce qui le conduit à les remettre en prison et à déclarer le dossier du FIS clos.

Source :
Labat Séverine (1995),
Jeune Afrique, « Abassi Madani
et Ali Benhadj » par Cherif
OUAZANI, 6 juillet 2003.

Libéré par Boutéflika en 2003, il s'exile dans le Golfe, d'où il tente d'innocenter le FIS de la violence et des massacres en déclarant notamment que les GIA sont infiltrés par les services secrets algériens et en entamant en 2004 une grève de la faim en faveur des otages français en Irak. Ce n'est pas le cas de son partenaire Benhadj, qui n cache pas son admiration pour Ben Laden.

Biographie d'Ali Ben hadj

« Né le 16 décembre 1956 à Tunis, d'une famille originaire d'Adrar, dans le Sud algérien, Ali Benhadj se retrouve orphelin à l'âge de 9 ans. Son oncle maternel, qui habite dans le quartier de Ben Omar, sur les hauteurs d'Alger, devient son tuteur. Diplômé de l'université de la Zitouna à Tunis, ce dernier donne à son filleul une éducation islamique rigoureuse, privilégiant l'école coranique. Ali ne se montre guère brillant au lycée Hamia de Kouba. Préférant les sciences religieuses à la philosophie, la jurisprudence islamique à la chimie, il est recalé au bac. Il s'oriente vers une École normale de formation de professeurs d'enseignement moyen en langue arabe. À la fin des années 1970, Benhadj devient imam bénévole dans des mosquées algéroises, notamment celle de Sunna à Bab el-Oued, où il donne des cours sur l'exégèse du Coran.

Avec son mètre soixante et ses cinquante-cinq kilos, Ali Benhadj, père de deux enfants, est un homme

frêle, mais cette fragilité physique cache un formidable talent de tribun. Ses prêches s'inspirent de la pensée d'Ibn Taymiya, principale référence de la djihadiya, le salafisme combattant. Benhadj avoue son admiration pour cet homme « à la plume intègre et au sabre brandi ». Autre père spirituel que se trouve le jeune prédicateur : Mohamed Abdelwahab, qui, dès le XVIIe siècle, donnait naissance au wahhabisme, la doctrine qui guide aujourd'hui l'Arabie saoudite de même que le mouvement des talibans et les indépendantistes tchétchènes. Quand Ali Benhadj tente « d'algérianiser » ses prêches, il évoque Abdelatif Soltani, premier opposant islamiste de l'Algérie indépendante, Ahmed Sahnoun, fondateur, au milieu des années 1970, de la Rabita islamiya (la Ligue islamique), et surtout Omar Arbaoui, un prédicateur qui louait le combat contre le taghout, le « tyran », autrement dit le pouvoir. Ou plutôt tout pouvoir qui ne s'inspire pas de la loi de Dieu.

Le premier séjour carcéral d'Ali Benhadj remonte à 1983. Pour avoir soutenu le maquis islamiste dirigé par Mustapha Bouyali, il est condamné à dix ans de réclusion. En décembre 1987, le président Chadli Bendjedid le gracie avec d'autres détenus, dont Abdelkader Chebouti, qui deviendra le chef du MIA (Mouvement islamique armé). Dix-huit mois plus tard, il crée en compagnie des principales figures islamistes du pays le Front islamique du salut (FIS) présidé par Abassi Madani, dont il devient l'adjoint. Sa popularité grandit au fil de ses diatribes contre des gouvernants discrédités.

Le FIS prend de l'ampleur et ses démonstrations de force se multiplient. Fidèle au salafisme, Benhadj préconise la prise du pouvoir par les armes. Abassi Madani tempère le propos. La répartition des tâches à la tête du FIS est parfaite. Le discours radical de Benhadj (« La démocratie est apostasie car la souveraineté du peuple ne saurait être opposée à celle de Dieu ») ravit les extrémistes du FIS quand l'apparente pondération de Madani rassure ceux qui redoutent la République islamique promise par les islamistes.

Le FIS surfe sur le mécontentement populaire à l'égard du FLN (Front de libération nationale) et profite du manque de visibilité du reste de la classe politique. Il remporte, en juin 1990, les premières élections municipales pluralistes. Le Savonarole algérien devient alors un demi-dieu aux yeux d'une partie de la jeunesse. Son arrogance n'a d'égal que son formidable talent de séducteur de paumés en tout genre.

En février 1991, l'aviation américaine bombarde Bagdad. Benhadj marche en tenue de combat sur le ministère

de la Défense et réclame des camps d'entraînement pour ses ouailles. Deux mois plus tard, il lance un mot d'ordre de grève générale, qui sera peu suivi, mais la logique de la confrontation se fait de plus en plus violente. En mai, il demande à ses troupes d'occuper les places de la capitale. Le 30 juin 1991, Benhadj se rend au siège de la télévision pour exiger une interruption des programmes afin qu'il puisse diffuser un « message à la nation ». C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase : il est arrêté, ainsi qu'Abassi Madani. Une année plus tard, en compagnie de plusieurs membres fondateurs du FIS, il est condamné à douze ans de prison pour appel à la violence.

L'Algérie va alors vivre ses heures les plus sombres avec l'apparition des Groupes islamiques armés (GIA, créés avec la bénédiction et le soutien d'Ali Benhadj), qui feront en une décennie plus de cent mille morts. Pas une seule de ces victimes ne réussira à émouvoir Benhadj, qui refuse d'appeler à un cessez-le-feu contre une réduction de sa peine ou une amélioration de ses conditions de détention. Pis : il envoie, en 1994, une lettre à Cherif Gousmi, émir des GIA, pour lui faire allégeance : « Si j'étais en dehors de cette cellule, j'aurais servi sous vos ordres », écrit-il à celui qui s'autoproclame calife, émir des croyants.

Le 2 juillet 2003, après avoir purgé sa peine, Ali Benhadj est libéré, mais il n'a pas changé. Il refuse de signer la notification d'interdiction de toute activité politique, déclaration ou prêche durant une période de cinq ans. Contrairement à Abassi Madani, qui est élargi en même temps. Au cours de ces deux dernières années, il tente à plusieurs reprises de transgresser cette interdiction, mais chacune de ses initiatives est

sanctionnée par une interpellation ou un rappel à l'ordre. Il joue au chat et à la souris avec les policiers chargés de sa surveillance. Pour aller à la rencontre « de son peuple », Ali Benhadj a trouvé un stratagème : il fait le tour des marchés où son frère Abdelhamid, marchand de fruits et légumes, installe sa « table ».

Toutefois, l'homme qui faisait « mosquée comble » avec ses prêches enflammés a beaucoup perdu de son aura. Abassi Madani (voir encadré) a quitté le pays, ses anciens compagnons de cellule le contactent de moins en moins. En prison, il avait fait allégeance aux GIA, aujourd'hui ce sont les rivaux du GSPC (Groupe salafiste pour la prédication et le combat) qui ont le vent en poupe. Surveillé en permanence, Ali Benhadj ne pourra prendre le maquis comme il l'avait promis, et le dispositif policier qui l'entoure l'empêche d'entretenir la moindre relation avec les émirs du GSPC. Il fera quelques sorties à travers les wilayas (départements) de l'intérieur, mais n'obtiendra pas le succès escompté. Les fidèles ont été échaudés par les méfaits de ses amis des GIA.

On ne prête désormais au « héros salafiste » qu'une oreille distraite. Le bouillonnant imam refuse d'admettre que son discours est moins porteur et que « son peuple » est revenu de la tentation salafiste. Mégalomane, l'ex-numéro deux du FIS est persuadé d'être la seule incarnation

du peuple algérien et dénie toute légitimité aux institutions élues après janvier 1992, date de l'interruption du processus électoral qui aurait dû conduire le FIS au pouvoir. L'imam qui pouvait renverser la République ne fait plus se déplacer les foules. Ses multiples interpellations après sa libération, en juillet 2003, n'ont déclenché ni émeutes ni passions. Une grande partie de l'opinion lui impute la responsabilité directe de la décennie noire, l'autre est totalement indifférente à ses déboires avec le pouvoir.

Benhadj est sans doute le seul à ne pas savoir qu'il a perdu la main. Durant son séjour à la prison de Blida, Liamine Zéroual, alors ministre de la Défense, était venu, en 1994, le supplier de lancer un appel aux groupes armés. En vain. Du fond de sa cellule, le prisonnier avait la conviction de détenir à lui seul l'avenir du pays et croyait que le pouvoir était au bord de la capitulation. La situation a changé du tout au tout. Aujourd'hui, c'est « Boutef » qui préconise la réconciliation nationale avec, à la clé, une amnistie générale.

Le 26 juillet 2005, le prédicateur en chômage technique commet l'irréparable erreur de cautionner Abou Moussab Zarqaoui. Ce dernier, en assassinant les deux diplomates algériens, le condamne indirectement à un retour à la case prison. Ali Benhadj est décidément incorrigible. »

**Source : Jeune Afrique,
« Qui a encore peur de Benhadj ? »
par Cherif OUAZANI, 7 août 2005.**